Regard critique sur le programme économique de Jean-Luc Mélenchon

Nous publions ci-dessous une contribution critique sur le programme économique de Jean-Luc Mélenchon. Il est certes utile de se pencher sur cet aspect du programme du candidat de la France insoumise. Il nous semble pourtant qu'il faut préalablement analyser la campagne de Mélenchon dans son ensemble, en prenant en compte son programme aussi bien que la mobilisation déclenchée par la campagne et les perspectives qu'elle a ouvertes. Et ensuite qu'une critique du programme économique mériterait d'être beaucoup plus équilibrée et moins unilatéralement négative. Nous publions néanmoins ce texte comme contribution à la discussion. Le Comité de rédaction

Qui connaît réellement le programme économique du candidat de la « France insoumise »? Élément clé d'une politique gouvernementale, ce point du programme sera déterminant pour le succès ou la déroute d'un futur président de gauche. L'expérience de Syriza nous a démontré qu'une confiance aveugle peut très vite mener à la catastrophe et que des analyses critiques sont recommandées.

L'objectif déclaré est la relance de l'économie par un emprunt de 100 milliards d'euros et une hausse des dépenses publiques. Un taux de chômage de 6,2% est envisagé pour la fin du mandat (ce qui est supérieur au taux actuel des États-Unis et de l'Allemagne). Le salaire minimum serait augmenté de 15% et porté à 1326.-€ net par mois. La retraite serait fixée à 60 ans après 40 ans de cotisations. En fait, c'est déjà tout ou presque! A part une baisse de l'impôt sur les sociétés de 33 à 25%, il n'y a rien de spectaculaire. Le programme de l'homme de la providence se résume à une banale orientation néo-

keynésienne et est bien moins radical que le programme de l’union de la gauche en 1981 sous Mitterrand!

Le problème me semble que Mélenchon est perçu comme un sauveur suprême, un tribun du peuple qui cristallise les espoirs de la classe ouvrière avec des discours radicaux à la Danton ou Robespierre, souvent sur des questions secondaires, mais qui en substance est seulement porteur d’un projet social-démocrate extrêmement limité, servi à la sauce nationaliste de la révolution française, qui, grâce à son panache, a su déclencher une dynamique réelle chez le peuple de gauche, mais sans aucun rapport avec le contenu réel de son programme.

Les résistances de la société capitaliste sont criminellement sous-estimées. Aucune leçon de la débâcle grecque n’est tirée par l’équipe de Mélenchon. De même l’obstruction de l’UE, de l’Allemagne et des marchés internationaux est totalement négligée. Mélenchon pense contourner le problème avec des phrases comme: «le problème, c’est la rente, ce n’est pas l’entreprise», pour faire la séparation entre le méchant «capitalisme financier» et le bon «patron producteur» et créateur d’emplois, reprenant les mythes de la séparation entre finance et production. Son programme ne permet pas de rompre avec la logique du marché et nourrit les illusions d’une cohabitation possible entre économie du profit et économie solidaire. C’est une pure illusion. Si Mélenchon prenait des mesures fiscales et sociales susceptibles de peser sur les profits des grands groupes industriels français, il devrait faire face directement à des résistances massives, comme la fuite des capitaux, l’augmentation des taux d’intérêt de la dette, la grève d’investissements, le boycottage du FMI, etc…

Les grandes marques du programme économique et politique de Mélenchon sont donc les incursions dans la propriété capitaliste et la mobilisation populaire. En ce qui concerne la question stratégique des banques, il parle seulement d’un

pôle public bancaire, sans toucher à l'essentiel des banques privées. Quant à la mobilisation ouvrière, elle ne se décrète pas, mais elle se construit. Les travailleurs ne défendront qu'un pouvoir qui aura su améliorer immédiatement leurs conditions de vies, qui aura manifesté la volonté d'un changement radical de la société. Des réductions massives du temps de travail, des augmentations importantes de salaire, les interdictions de licenciements, le contrôle des mouvements de capitaux et la socialisation du système bancaire sont les éléments fondamentaux pour indiquer la direction et démarrer les mobilisations. Si Mélenchon avait voulu éviter de prendre le chemin de Hollande (et de Tsipras) après une éventuelle victoire, il aurait dû se préparer à un affrontement avec le capital.

« Podemos » devant des choix stratégiques!

L'Espagne vient de vivre les deux années politiques les plus mouvementées de son histoire récente. Doublement touché par la crise de 2008 et l'implosion de sa propre boule spéculative, le pays avait vu la création du "mouvement des indignés" en 2011, suite à l'augmentation des frais d'inscription universitaires de 42%. Ce mouvement a débouché en janvier 2014 sur la création de « Podemos » comme formation politique avec l'objectif de transposer la colère de la rue vers les parlements. En mai de la même année, « Podemos » faisait une percée avec 8% lors des élections européennes ! Lors des élections communales de mai 2015 les mairies de Madrid, Barcelone, et Valence étaient emportées par « Podemos ».

Tout, absolument tout, semblait alors possible. La révolution

sociale par les urnes semblait a porté de main. Après la capitulation de Syriza en Grèce, la gauche européenne attendait les élections espagnoles avec impatience comme une seconde secousse contre l'ordre néolibéral…

Malheureusement le rêve à fait place à une douche froide. Deux ans après, Manuel Rajoy est toujours premier ministre, le parti conservateur reste le premier parti et le PSOE social-démocrate le second pilier du système bipartite, conserve sa deuxième position dans le parlement devant Podemos.

Où réside le problème ? Comment expliquer ce phénomène d'une façon logique ? Dans un pays avec 21% de la population au chômage, où la moitié de la jeunesse n'a pas de travail, où tous les secteurs du peuple ont été touchés par la régression sociale. Comment la caste maudite et discréditée des politiciens établis, ont pu résister à l'orage de deux élections en 7 mois ?

Une interrogation autocritique, mais en même temps objective et constructive s'impose. Lors du scrutin du 20 décembre 2015 et plus encore lors de celui du 26 juin 2016, plusieurs aspects négatifs dans l'attitude de « Podemos » sont devenues visibles. Il ne faut jamais perdre de vu que ce parti/mouvement c'est créer d'un mouvement social de protestation spontané et suite à l'initiative de quelques intellectuels. Il soufre donc de plusieurs faiblesses initiales :

(-) La première est à chercher dans la conception du parti comme "machine de guerre électorale" qui a comme but essentiellement de transposer la colère populaire en voix électorales. Podemos s'est configuré comme un parti centré clairement sur la compétition électorale et la communication politique qui néglige complètement non seulement l'organisation et la structuration de ses bases militantes par en bas, mais également tout travail d'implantation sociale et

l’intervention dans des mouvements sociaux et des syndicats.

(-) L’effet d’une stratégie politique qui se base avant tout sur des techniques de communication a été de favoriser une structure hautement hiérarchisée, personnalisée et centralisée dans laquelle les directions locales et régionales ont été très subordonnées. La méthode majoritaire et plébiscitaire d’élection des organes internes qui disposent alors d’un de facto monopole de décision, a souvent débouché sur une paralysie organisationnelle.

(-) Le résultat de cette faiblesse est apparu clairement après la première ”non-victoire” le 20.12.15. La droite était restée le premier parti et le PSOE n’a pas été dépassé. L’intervalle entre les élections de décembre 2015 et celles du 26 juin 2016 a été marqué par les négociations sur l’investiture et la proposition de Podemos d’un gouvernement de coalition avec le PSOE.

Dans ce débat Podemos à fait mauvaise figure et a émis trop de messages contradictoires. Ils n’ont pas réussi à articuler un programme concret et clairement anti-austérité vis-à-vis du PSOE qui aurait fait apparaître clairement que ce dernier s’opposait à toute mesure anti-austérité sérieuse. Par contre ils ont multiplié les signes de compromis pourris, comme le renoncement de Podemos à la promesse de la fin de la «réforme du travail» du ”socialiste” Zappatero de 2011, qui a été voté jadis avec les voix du parti conservateur. Iglesias et Errejon iront même jusqu’à affirmer dans ces moments que la crise du régime aurait vécu et que Podemos doit et va devenir un parti normal… etc. Ou la déclaration de Pablo Iglesias qui dit: « Nous avons appris à Madrid et à Valence qu’on change les choses depuis les institutions. Cette imbécilité que nous disions quand nous étions d’extrême gauche, selon laquelle on change les choses dans la rue et non dans les institutions, est un mensonge ».

Le résultat de cette politique était en juin 2016 une campagne électorale molle, manquant de propositions concrètes et où les mobilisations sociales n'étaient tout simplement pas prévues par Podemos. Le programme était tout simplement faible et pas à la hauteur d'un parti radical de gauche. Un Parti « anti-système » qui transforme ses options politiques dans quelques mois pour une « alternance parlementaire » de coalition avec la social-démocratie, sans programme anti-austérité claire ne doit pas s'étonner quand il perd de crédibilité. Podemos ensemble avec I.U. a perdu 1 million de voix en sept mois d'intervalle (5 049734 contre 6 139494 en décembre 2015)!

La question nationale reste une plaie (ou si en veut, un problème) majeur en Espagne. Une grande partie de la classe ouvrière voit dans le séparatisme catalan et basque un danger matériel pour leur future. Le danger d'un nouveau nationalisme chauvin, des divisions réactionnaires supplémentaires et des discriminations, sont le cauchemar de beaucoup de travailleurs dans la péninsule. La position d'un référendum sur l'indépendance en Catalogne de Podemos inquiète beaucoup de ses sympathisants, (qui dans l'expectative d'une coalition Podemos-PSOE ont préférer voter PSOE pour éviter un processus d'éclatement dans l'état espagnole). Seule la perspective d'une société anti-capitaliste « internationaliste » pourra dompter l'égoisme nationaliste. Ce positionnement n'est pas claire dans l'attitude de Podemos.

Depuis le « P.P. » de Rajoy, avec l'appui des libéraux de "Ciudadanos" et grace à l'abstention de la majorité des députés du PSOE a pu sauver son gouvernement. Après cette douche froide, Podemos a tenu un congrès le 11 février, lors du quel un recentrage vers les mouvements sociaux a été opéré. Pourtant avec 71 députés au parlement (et troisième force), ils ont dorénavant une force politique énorme pour appuyer chaque mouvement d'opposition extraparlementaire. Il semble que la majorité du parti autour de Pablo Iglesias, a compris les lacunes de Podemos et va s'engager a les combler. Les

luttes sociales à venir vont démontrer ci les militants pourront prendre les choses en main. La formidable leçon de la biennale passée est qu'un parti « antisystème » ne pourra gagner sans que parallèlement une immense mobilisation de masse lui trace le chemin.

Hasta Siempre Fidel!

Mit Fidel Castro ist zweifellos einer der größten Revolutionäre des zwanzigsten Jahrhunderts von uns gegangen. Diese außerordentliche Persönlichkeit hat durch seinen eigenen Einsatz und seine Aufrichtigkeit im politischen Kampf, einen unbestreitbaren Platz in der Weltgeschichte errungen. Die letzte Ehre, die das kubanische Volk ihm dieser Tage erwiesen hat, belegt die enge Verbundenheit und den tiefen Respekt den seine Landsleute für ihn empfinden.

Seine Kindheit und Jugend verbrachte er in dem neokolonialen Kuba, das sich die USA 1898 in einem spektakulären Blitzkrieg unter den Nagel gerissen hatten. In der Schlussphase des Jahre andauernden Aufstandes stürmte die US Armee die Insel, betrog die Kubaner um Sieg und Unabhängigkeit und schuf vollendete Tatsachen. Ab den ersten Jahren des 20. Jahrhunderts begannen die Amerikaner einen regelrechten Mafiastaat aufzubauen. Die Elemente dieses Systems bestanden in einer Allianz zwischen der alten Großgrundbesitzer Oligarchie, dem US- Investment Kapital (meist Schwarzgeld u. Mafia Kapital). sowie kriminellen Seilschaften innerhalb der Armee.

Als Aktivist einer linken Studentenorganisation machte der junge Fidel schnell seine Erfahrungen mit dem politischen System seines Staates. Der Kurswechsel der US Politik ab 1947 in Richtung des „kalten Krieges", machte sich auch in

Lateinamerika sofort spürbar. Die 1944 begonnene Periode der „demokratischen Öffnungen“ endete überall in Staatsstreiche und blutige Diktaturen. Die kommunistische Partei Kubas, die im 2. Weltkrieg mit Ministern an der Regierung Batistas beteiligt war, ließ sich ohne viel Anstrengung in die Defensive drängen. Ohne Anweisungen aus Moskau wagte die KP-Führung keinen effizienten Widerstand. Ihre Strategie war die Suche nach einer breiten Allianz mit dem „demokratischen Bürgertum“. Fidel begriff sofort die Sinnlosigkeit dieser Politik und strebte genau in die entgegengesetzte Richtung. Gegen den wachsenden Terror der Diktatur trat Castro nicht den geordneten Rückzug an, sondern ging in den Untergrund und organisierte den bewaffneten Widerstand gegen die Staatsgewalt. Seine Identität als Revolutionär formte sich in dieser Phase heraus.

In der Praxis brach er, so wie vor ihm Tito und Mao, mit der Politik der Stalinisten. In diesem Kampf offenbarte Fidel seine heroische Persönlichkeit, für die Sterben für Freiheit und Vaterland keine leere Floskeln waren, sondern das tägliche Brot des politischen Kampfes bedeuteten.

Der handstreichartige Angriff auf die Moncada Kaserne in Santiago 1953 sollte das Signal des Aufstandes gegen die Diktatur werden. Das militärische Scheitern dieses Streiches wurde zum Symbol der Opferbereitschaft der um Castro gescharten Jugend. Der darauf folgende Schauprozess, der ihn als verrückten Terroristen abstempeln sollte, wurde für Fidel zu einer Bühne, auf der er vom Angeklagten zum Ankläger wurde. Er verließ den Gerichtssaal in Ketten, aber als Sieger und Held des Widerstandes gegen die Diktatur. Mit der Ausweisung nach Mexico wollte das Regime den unbequemen Märtyrer loswerden. Dort organisierte er aber systematisch die externe Opposition und bereitete eine Expedition nach Kuba vor. Nach der missglückten Landung mit der „Grandma“ im November 1956, zog Castro sich mit 81 Getreuen in der Sierra Maestra zurück, mit dem Ziel der Opposition ein befreites Territorium zu

erkämpfen, als Standbein für kommende Aufstände gegen Batista. In diesem Befreiungskrieg stellte Fidel seine Tugenden erneut unter Beweis. Seine exemplarische Standfestigkeit, verbunden mit realistischen Einschätzungen, pragmatischem Vorgehen und einer doppelten Dosis Draufgängertums, sollten für die Revolutionäre oftmals den Ausschlag geben und letztendlich ihren Triumph sichern.

Die ab 1959 konsequent durchgeführte Revolution endete nicht in einem neuen Pakt mit der nationalen Bourgeoisie, sondern führte durch die Mobilisierung der ländlichen Arbeiterklasse zu einer Enteignung eben dieser Bourgeoisie. Ein Prozess der schrittweisen Radikalisierung und Politisierung der Massen kommt in Gang, der letztlich unter der Führung von Camilo Cienfuegos, „Che“ Guevara und Fidel, in eine sozialistische Revolution führte.

Die unzähligen vom CIA organisierten Mordkomplotte, die ihren Höhepunkt 1961 in der Schweinebucht-Landung fanden, scheiterten allesamt, weil die Castro Führung das kubanische Volk systematisch auf die Verteidigung der Revolution vorbereitet hatte. Castro war ein Anti-Imperialist bis auf die Knochen, seine praktische Solidarität vor allem mit der lateinamerikanischen Linken war fester Bestandteil seiner Politik. Die Einberufung der « Trikontinentalen » Konferenz 1966 war Ausdruck dieser internationalistischen Ausrichtung, die im Gegensatz zur Politik „der friedlichen Koexistenz“ Moskaus stand.

Die Isolation der Insel zwang Fidel allerdings, sich ökonomisch immer enger an die UdSSR anzubinden, was auch politische Folgen hatte. Intern bürokratisierten sich politische Strukturen und die Dynamik der spontanen Basisdemokratie stieß sehr schnell an die Grenzen der materiellen Rahmenbedingungen eines armen Landes. Diese Tendenzen führten Castro zu einer Art „modus vivendi“ Kompromiss mit der stalinistischen Bürokratie, wo das eigene,

autonome Handeln immer weiter eingestellt und seine Politik immer mehr mit Moskau abgestimmt wurde. Die eigene Meinung, bzw. die sozial revolutionäre Praxis ging immer mehr verloren, verflachte und wurde durch Anpassung an die UdSSR und durch ein schwarzweißes „Blockdenken“ ersetzt. Fidel war ohnehin nie ein marxistischer Theoretiker sondern ein Pragmatiker. Die Folgen davon waren z.B. die offene Unterstützung der Intervention in der CSSR 1968, sowie die unkritische Unterstützung der „anti-Imperialistischen“ Regierungen Äthiopiens, Libyens, Syriens, etc. Es fand eine völlige Verflachung und Deformation der marxistischen Methode statt. Dies sowohl im Innern wie in der Außenpolitik. Auch kritische linke Stimmen wurden autoritär zum Schweigen gebracht.

Der Kollaps des Ostblocks, bzw. die Wandlung der herrschenden Bürokratie in eine neue „besitzende Klasse“ brachte ein abruptes Erwachen und wirkte für die Kubaner wie eine kalte Dusche. Die Unfähigkeit die soziale Natur der „Berufspolitikerkaste“ zu verstehen und ihre Entwicklungsdynamik vorauszusehen war sicher die größte Schwäche Fidels. Diese ungemeine politisch/ideologische Leere zu der Castro beigetragen hat sollte sich auch im Fall der bolivarianischen Revolution in Venezuela als fatal erweisen. Dieses Manktum des „Castrismus“ bleibt eine große Herausforderung für die Revolutionäre Lateinamerikas und der 3ten Welt. Die nun seit Jahren betriebene Politik der Verteidigung der wesentlichen Errungenschaften der Revolution, bei gleichzeitiger „sanfter“ Einbindung in den Weltmarkt, ist eine Politik die auf Zeit spielt, aber unweigerlich neue Widersprüche und Sachzwänge erzeugen wird. China als Vorbild für Kuba zu erklären, so wie es Raoul Castro tat, ist falsch und unrealistisch und wird kaum zur politischen Klarsicht beitragen. Nur der Ausbau der Selbstverwaltung, der Aufbau von Kooperativen und die Förderung von kollektiven Initiativen, kann letztlich ein Gegengewicht zu den Kräften des Weltmarktes bilden. Die kubanische Gesellschaft braucht Freiräume für kritische Diskussionen über die Auswirkungen der

„Marktwirtschaft“. Eine Rückbesinnung auf die kritischen Traditionen der Jugend Fidel Castros kann da ein Vorbild sein.

Zur Krise der « Bolivarianischen Revolution » in Venezuela

Natürlich ist der spektakuläre Absturz des Rohölpreises, bedingt durch Überproduktion, die stagnierende Weltwirtschaft und den momentanen Boom der „Fraking“ Gasgewinnung ein wichtiger Faktor der wirtschaftlichen Krise Venezuelas. Im Grunde hat dieser Faktor aber nur bewirkt, dass die fundamentalen gesellschaftlichen Widersprüche offener hervortraten.

Der Kern des Problems hat natürlich tieferliegende politische Ursachen und diese sind in der Ausrichtung und den Beschränkungen zu suchen, die Chavez der bolivarianischen Bewegung von ihrem Beginn an eingeprägt hat. Ein Bruch mit dem kapitalistischen System und dem bürgerlichen Staat war in diesem Fahrplan nie vorgesehen, auch nicht in Form einer fernen Zukunftsvision.

Das Projekt von Chavez lässt sich grob in drei Punkten zusammenfassen:

– Rückgewinnung der Souveränität über die eigenen nationalen Bodenschätze und Ressourcen.

– Aufbau von demokratischen Institutionen und Ausmisten des

alten Staatsapparates. Dabei sind auch Elemente direkter Partizipation und parastaatlicher Institutionen (wie die der „Missionen“) vorgesehen, ohne jedoch die soziale Natur des Staates fundamental in Frage zu stellen.

– Die dritte Säule war der Beginn eines Lateinamerikanischen Integrationsprozesses.

Im Kern basierte die Politik von Chavez darin, der venezuelischen Bourgeoisie die alleinige Verfügungsgewalt über die Erdöleinnahmen streitig zu machen und mit diesem Kapital ein ambitioniertes Programm sozialer Reformen zu finanzieren. In den 12 Regierungsjahren von H. Chavez haben sich die Staatseinnahmen aus dem Erdölgeschäft verdreifacht. 2012 betrugen sie noch 10 Milliarden Dollar! Diese Umverteilung hat unter der Präsidentschaft von Hugo Chavez in den Bereichen Ernährung, Gesundheit, Bildung und Soziales zu teilweise spektakulären Erfolgen geführt.

Allerdings hatten all diese Maβnahmen, abgesehen von der sie begleitenden aktiven Volksmobilisierung, im Grunde eine „reformistische Natur“. Die Fundamente der bürgerlichen Klassengesellschaft, der Privatbesitz und die Kontrolle über die Wirtschaft, den Markt, den Import, die Medien, den Transport wurden, von marginalen Ausnahmen abgesehen, niemals in Frage gestellt. Es entwickelte sich eine Art staatlich finanzierte Parallelgesellschaft neben dem weiter real existierenden Kapitalismus. Auβer einem Plebiszit über „sozialistische“ Verfassungszusätze, das verloren wurde, weil es die Frage abstrakt und ohne revolutionäre Mobilisierung stellte, war ein praktischer Bruch mit einer profitorientierten Gesellschaft nie Thema strategischer Debatten innerhalb des PSUV.

Sowohl die Milliardäre wie die durchschnittlichen Groβgrundbesitzer und die Kompradoren der Bourgeoisie haben somit den Höhepunkt des Chavismus völlig unbeschadet

überstanden und nebenbei ansehnliche Profite gemacht. Selbst nach einem misslungenen Putschversuch wurden reaktionäre Parteien und ihre Protagonisten nie verboten.

Die Identität der bolivarianischen Bewegung bestand programmatisch weitgehend aus berechtigter sozialer und anti-imperialistischer Kritik in Verbindung mit pragmatischen Lösungsansätzen, unter der Leitung eines linken „*Caudillo*“, wie ihn die Welt seit Fidel Catro nicht mehr gesehen hat. Diese ideologische Leere und Beschränktheit wurde weltweit eher noch positiv bewertet und als sympathisch empfunden, dabei sollte sie sich sehr bald und vor allem nach dem Tod von H. Chavez als absoluter Schwachpunkt erweisen.

In Chavez „bolivarianischer Revolution“ war Profitstreben keineswegs verpönt. Im Gegenteil, Geschäfte zu machen und sich individuell zu bereichern war gang und gäbe. Wirtschaftliche Aktivitäten ” nebenbei ” zu haben, ist in ganz Lateinamerika allgegenwärtig und war für die meist aus kleinbürgerlichem Milieu stammenden Kader des Chavismus eine Selbstverständlichkeit. Im Laufe der Jahre verschob sich das „Gravitationszentrum“ für eine ganze Fraktion leitender Aktivisten des PSUV immer mehr weg von den Basisbewegungen, den gewerkschaftlichen Alltagskämpfen und Stadtteilkomitees, hin zur Realität ihres eigenen „Business“. Auf allen Ebenen, von der Basis bis zur Regierung, wurde die bolivarianische Bewegung immer mehr von solchen „patriotischen Geschäftsleuten“ bestimmt. Hinzu kam noch, daβ Chavez oftmals eigenhändig in die Komposition der lokalen Vorstände und Kandidatenlisten eingriff, um den „pluralen Charakter“ zu erhalten, in der Praxis aber um auf Kosten der innerparteilichen Demokratie, faule Kompromisse mit dubiosen Familienclans zu festigen.

War dieser Prozess schon zu Lebzeiten von Chavez, teils gewollt teils ungewollt, schon verdammt weit fortgeschritten, so brach er mit seinem Nachfolger Maduro nun voll durch. Die

bestehende Kohabitation zwischen den Vertretern der Arbeiterklasse und den „patriotischen“ Geschäftemachen kam aus dem Gleichgewicht. Immer mehr führende Kader und prinzipientreue Minister wurden durch „undogmatische“ ersetzt. Dreh- und Angelpunkt war das zur Verfügung Stellen von Erdöl Devisen an die Privatwirtschaft zwecks Importeinkäufen. Nach einer ersten künstlichen Lebensmittelverknappung gab Maduro erstmals diesem Druck nach und vergrößerte substantiell die Devisenvergabe an die Bourgeoisie. Der Damm war nun gebrochen und die Wende eingeleitet. Das Chaos in den Staatsfinanzen wurde bald unübersehbar, so daβ Maduro 2013 die integre marxistische Ökonomistin Edmée Betancourt zur Chefin der Zentralbank machte. Unterm Strich kam dabei heraus, daβ 28 300 Millionen Dollar (28,3 Milliarden) in private Banken verschoben wurden. Konkret bedeutet dies, daβ Milliarden in dunkle Kanäle verschwanden bzw. „ausgeliehen“ wurden, um den Schwarzhandel und die Spekulation anzuheizen! Frau Betancourt wurde daraufhin schon nach 3 Wochen entlassen. Nicolas Maduro und sein Finanzminister Nelson Merentes hatten dem Druck der Oligarchie und der „roten“ bolivarianischen Unternehmern im September 2013 nachgegeben und einen radikalen Kurswechsel vollzogen. Eine zentrale Errungenschaft von Chavez Revolution, die Verfügung über die Erdöleinnahmen, wurde preisgegeben und es begann eine frenetische Spekulation und Verschiebung von Milliarden $ ins Ausland.

Die Folgen wurden sofort spürbar. Die „Unternehmer“ kauften u.a. alle im Lande produzierten Lebensmittel mit ihren geliehenen Petrodollars auf, schafften diese ins Ausland, um einen internen Mangel zu erzeugen. Dann importieren sie ihre eigenen Produkte erneut zu erhöhten Preisen und verkauften sie zu astronomischen Preisen auf dem Schwarzmarkt! Die Folge war eine verheerende Inflation (700%), ein absoluter Mangel an jeglichen Waren und Grundnahrungsmitteln. Politisch kippte die Entwicklung mit der Niederlage des PSUV bei den Parlamentswahlen am 6. Dezember 2015. Seitdem befindet sich die bolivarianische Revolution im Niedergang, ohne daβ die

Maduro Führung des PSUV irgendetwas an ihrer Politik zu ändern gedenkt. In der Basis des PSUV wuchsen Desorientierung und Demoralisierung. Etwa 30 000 linke Kaderaktivisten haben sich seit 2013 ins Privatleben zurückgezogen, während sich die „Bolibourgeoisie“, d.h. die korrupten Politkader und Staatsbeamten sich die Taschen füllen, ehrliche Aktivisten verdrängen und ihre Macht im Staatsapparat ausdehnen. Ein sanfter politischer Kurswechsel ist darum nicht mehr möglich. Die Entwicklung, sprich die „soziale Differenzierung“ innerhalb des PSUV, ist in den letzten Jahren zu weit fortgeschritten. Die entwendeten 28 Milliarden $ behindern jeglichen Neuanfang und bilden einen schier unüberwindlichen Graben zwischen „Linken“ und „Rechten“ innerhalb der PSUV.

Was tun?

Gegen das präsidiale Absetzungsreferendum müsste die PSUV die Massen mobilisieren, das würde aber konkrete Maβnahmen gegen die hemmungslose Bereicherung der alten und der neuen Bourgeoisie erfordern, rigorose Maβnahmen gegen Spekulation, exemplarische Strafen und eine Säuberung des PSUV voraussetzen. Da eine solche Flucht nach vorne jetzt extrem schwierig wäre, geht Maduro genau in die entgegengesetzte Richtung. Er sucht Kompromisse mit der Oligarchie und strebt mit der Vermittlung des Vatikans einen „historischen Kompromiss“ an. Dieser wird die Teilung der Macht, der Erdöleinahmen und eine Regierung der nationalen Einheit vorsehen, sowie eine Art von Amnestie für die bisher geraubten Petro-dollars. Der Weg einer mexikanischen Lösung, in Form einer „institutionalisierten Revolution“ ist vorgezeichnet.

Die reaktionäre Rechte ist derweil gespalten in einen offen faschistischen Flügel, der auf eine gewaltsame Zerschlagung der bolivarianischen Bewegung und all ihrer Errungenschaften setzt, und das bürgerliche Lager, das dieses Ziel auf friedlichem Weg erreichen will.

Konklusion

So wie der ehemalige Gründer des PSUV, Emilio Guerrero es erklärte, war das fundamentale Problem des chavistischen Projektes das Fehlen eines klaren, antikapitalistischen Zieles. Der Bruch mit der kapitalistischen Gesellschaft und die Zerstörung des kapitalistischen Staates waren nie vorgesehen. Ohne klare sozialistische Zielsetzung, und ohne Aufbau von alternativen Machtstrukturen zu Staat und Bourgeoisie, verlor sich die radikale Dynamik in sozialen Reformen und pragmatischen Lösungen. Der einzige Lichtblick für eine erneute revolutionäre Mobilisierung könnten Organisationen wie das MPP (Mouvement pouvoir populaire), oder Marea socialista sein.

Zur Wahl von Donald Trump

Dieser Präsidentschaftswahlkampf hatte es in sich. Die Krise des Neoliberalen Modells ist nun unverkennbar in der amerikanischen Politik angekommen und die „Unzufriedenen“ haben den Ausgang dieser Wahl bestimmt. Zwei herausragende Ereignisse belegen dies.

Als erstes steht dafür der Durchbruch des „Sozialistischen“ Demokraten, Bernie Sander. Wohl kein anderer seit Eugen Debs in den zwanziger Jahren, hat seine Kampagne auf sozialen Themen eine solche Resonanz erfahren und zur Enttabuisierung sozialer Forderungen beigetragen. Sein Erfolg, vor allem bei der Jugend und den Arbeitern, beweist das wachsende Bedürfnis nach sozialer Gerechtigkeit in weiten Teilen der US Bevölkerung. Die Hemmungen für einen „Linken“ Politiker einzutreten der offen die Schaffung eines Sozialstaats fordert, sind erstmals bei einer breiten Wählerschaft

verschwunden. Allerdings blieb er gegenüber dem Apparat der bürgerlichen „Demokratischen Partei“ minoritär und wagte es nicht eine unabhängige Kandidatur zu starten oder gar eine autonome „Arbeiterpartei“ zu gründen. Diese Zurückhaltung hat in der Arbeiterschaft Enttäuschung und Resignation verursacht und das Gefühl erneut eine „historische Gelegenheit“ verpasst zu haben.

Auf der Gegenseite ist es dem eingeschnappten Milliardär Trump dagegen gelungen das Establishment der zutiefst reaktionären „Republikaner“ gegen die Wand zu spielen und mit schlagkräftigen Sprüchen und Versprechen deren Basis zu erobern. Einfache Formeln und der Gebrauch einer enttabuisierten Wortwahl, haben seine Einzigartigkeit inmitten von allerlei reaktionären Mittelmäβigkeiten hervorstechen lassen. Die „unpolitischeren“ Verlierer des amerikanischen Traums der letzten 30 Jahre, natürlich ebenfalls meistens Lohnabhängige des Südens und Mittleren Westens, haben dem groβmäuligen Trump, zum Triumph verholfen. Zweifellos war der bestimmende Faktor dieser Wahl die tiefe Unzufriedenheit des amerikanischen Volkes mit seinen Herrschenden und den aktuellen Zuständen.

Um diese Realität zu verstehen braucht man nur einige Zahlen zu betrachten.

Das Jahres Durchschnittseinkommen eines US Haushalts lag 2007 noch bei 57 423 $ und stand 2015 noch bei 56 515 $. Die Zahl der offiziell „Armen“ ist von 13,5% im Jahre 2009 auf 15,5% 2014 gestiegen. Die Zahl der Bezieher von Lebensmittelgutscheinen (Food stamps) ist von 26.3 Millionen 2007 auf heute 43,4 Millionen Leute gestiegen. Heute erhalten nur noch 45% der Angestellten eine betriebliche Altersversorgung, gegenüber 57% 2001 und nur noch 69% haben eine betriebliche Krankenversorgung gegenüber 77% im Jahre 1980! Dem gegenüber verfügen 3% der reichsten Amerikaner über 30,5 % des nationalen Reichtums, 2009 waren es nur 27,6%.

Obama der sich rühmt dass die Arbeitslosigkeit nur noch bei 5% liegen soll, wird von alternativen Analysten widersprochen die von einer realen Arbeitslosigkeit von 22,9% ausgehen. Die Demokraten ernteten nun was sie an Halbheiten und faulen Kompromissen gesät hatten. Die soziale Bilanz der Obama Jahre kann nicht gut sein, denn unterm Strich ist Donald Trump dabei herausgekommen.

Einige Bemerkungen zur Parlamentswahl in Spanien

Die Enttäuschung ist nicht zu leugnen. Das Ergebnis der zweiten Wahl innerhalb eines halben Jahres hat als "kalte Dusche" gewirkt. Selten waren an eine bürgerliche Parlamentswahl solche Erwartungen geknüpft worden. Immerhin stand die Hoffnung im Raum „Unidos Podemos" würde als stärkste Kraft aus diesem Urnengang hervor gehen und könnte mit einem Erdrutschsieg das neoliberale EU-Europa endgültig aus den Fugen werfen.

Es bestand guter Grund zu hoffen, dass Podemos zur stärksten Kraft der Linken, oder dass zumindest die parlamentarische Linke zusammen genommen, eine Mehrheit erreichen würde. Die Zustände im Königreich Spanien gaben genügend Anlass für die kühnsten Erwartungen. 25% Arbeitslosigkeit, die Hälfte der Jugend ohne Arbeit, die etablierten Parteien weitgehend diskreditiert und in unzählige Korruptionsskandale verwickelt…

Mit 71 Podemos Abgeordneten haben außerparlamentarische Bewegungen und die Arbeiterbewegung Spaniens nun immerhin ein

starkes Sprachrohr im Parlament wie in keinem anderen europäischen Land.

Dennoch bleiben die Fragen nach den materiellen Ursachen des ausgebliebenen Durchbruchs, auch von Podemos, bislang weitgehend unbeantwortet. Meines Erachtens sind sie eine Evidenz und lassen sich in 4 Elementen zusammenfassen:

• Die letzten 10 Monate waren in Spanien grundsätzlich geprägt durch Wahlkämpfe und Wahltaktik, und nicht durch soziale Mobilisierung. Es gab eindeutig mehr Streiks in Frankreich als südlich der Pyrenäen! Dabei wissen wir aus Erfahrung, daβ vor allem wenn „Systemfragen“ zur Wahl stehen, gewerkschaftliche Kämpfe und Massenmobilisierung unabdingbar sind um den Ausschlag zu geben (Syriza hatte sich in dieser Frage damals taktisch besser angelegt).

• Ein weiterer zentraler Aspekt den man nicht aus den Augen verlieren darf, ist das Problem des Separatismus bzw. der ”nationalen Frage”, die alle Debatten durchzieht und vor allem in den entwickelsten Provinzen, wie Katalonien und dem Baskenland, eine starke Konkurrenz zum « Klassenkampf » darstellt. Auch Teile der dortigen radikalen Linken tendieren dort zu ”nationalen” Allianzen mit neoliberalen bürgerlichen Parteien, gegen das restliche Spanien und ignorieren demonstrativ die sozialen Kämpfe im übrigen Lande. Als Reaktion darauf tendiert ein wachsenden Teil der Lohnabhängigen im restlichen Spanien dazu sich hinter Parteien zu scharen die den Gesamtstaat erhalten. In einer Periode des allgemeinen Werte Verfalls, wo alles scheinbar auffliegt oder den „Bach runter geht“, ist das eine natürliche Reaktion gegen eine Balkanisierung Spaniens, die für sie nur eine weitere Schwächung, Spaltung und Verarmung bedeutet. Viele potentielle Podemos Wähler haben darum gegen ihre Überzeugung, trotzdem die PSOE gewählt weil diese sich gegen Unabhängigkeits-Referenden ausspricht. Das Gift der nationalen Spaltung hat auch hier schon seine Wirkung getan.

• Als Dämpfer hat wohl ebenfalls die unrühmliche Entwicklung der griechischen Syriza Regierung am anderen Ende des Mittelmeers beigetragen. Die Kapitulation der Syriza Führung unter Tsipras vor einem Jahr, hat nicht nur die griechische Arbeiterklasse im höchsten Maβe geschwächt und desorientiert, sondern sie hat in allen Staaten mit ähnlichen Problemen, die Dynamik der politischen Kämpfe negativ beeinträchtigt. Podemos hat dazu beigetragen weil sie keine klare kritische Aufarbeitung dieser Kapitulation durchführte.

• Nicht zuletzt hat der „Brexit“ und die ihn begleitende „Katastrophen – Propaganda“ der Medien, drei Tage vor der Spanienwahl, den Mut auf Veränderungen bei vielen kritischen Wählern negativ beeinflusst. Unsicherheit ohne klar erkennbare, fortschrittliche Marschrichtung, kann immer nur abwartende Reaktionen und Stimmenthaltung bewirken.

Solidarité avec le processus révolutionnaire et le peuple vénézuélien

L’avènement du mouvement « Bolivarien » sous l’impulsion de Hugo Chavez, a été le résultat des luttes sociales contre la politique néolibérale dans le Venezuela des années quatre-vingt-dix. Cette politique de privatisations avait complètement déséquilibré une société déjà fortement marqué par des inégalités et injustices sociales, entre ceux qui profite des revenus du pétrole et ceux des exclus qui survivent dans des bidons-villes.

Dans les années suivantes des vastes programmes de

développement dans le domaine de la création d'emploi, de la santé et de l'éducation publique, dans la construction d'habitations et l'alimentation de base, ont été misent en œuvres. L'organisation c'est fait avant tout dans le cadre des « missions bolivariennes », structures d'initiatives citoyennes para-étatiques, financés par les revenus pétroliers. Le socialisme de Chavez a ainsi développé une sorte de « société parallèle » à côté de l'économie privé et du vieux appareille d'état de l'ancien régime (qui existe toujours).

Malgré des succès incontestables, cette politique a été combattu et saboté dès le début par la droite, les multinationales et les puissances occidentales. Dans le domaine de l'augmentation de la productivité et de l'autosuffisance alimentaire, la politique de la main tendu de Chavez, à directement démontré ses limites. Les intérêts du patronat vénézuélien ne se situent pas dans des investissements productifs mais dans l'accaparement de la rente pétrolière et du contrôle des secteurs d'importation et de distribution.

Après la mort du président Chavez, le gouvernement Maduro a encore multiplié les concessions financières à la bourgeoisie. De plus en plus de pétrodollars ont été accordés au patronat, avec des effets désastreuses pour l'économie et la société. Ces capitaux ont fini directement sur les comptes bancaires à l'étranger et non dans la production ou dans l'importation de produits alimentaires. Ils organisent la pénurie pour augmenter les prix et discréditer en même temps Maduro. La forte chute du prix du pétrole sur le marché mondiale et une sécheresse, du au phénomène "el niño" accentuent encore les problèmes.

Au lieu de se donner les moyens d'exercer eux-mêmes le commerce extérieur, le gouvernement Maduro à laisser cette arme dans les mains de la droite réactionnaire, qui contrôle

jusqu’à ce jour, toujours la grande majorité des importations, le transport et la distribution alimentaire. Les militants de gauche, critiques envers cette politique, ont été écartés du PSUV au même moment où des cadres du parti ont commencé des ”activités commerciales! Lors des derniers années 24 Milliards de Dollars ont accordés aux banques privés pour l’importation commerciale, avec les effets qu’on connait. Un pays au bord de la pénurie, une inflation galopante, et un chaos économique orchestrés par la bourgeoisie et ses partis politiques…

Le modèle d’une « économie mixte », bâtit sur la cohabitation pacifique entre une économie privé basé sur le profit et un secteur de développement sociale financé par une redistribution de la rente pétrolière, ne fonctionne plus. Des choix fondamentaux s’imposent maintenant!
La perte de la majorité parlementaire, un référendum révocatoire en vue et une vague de violence sans précédent des bandes armées d’extrême droite, annonce une crise ouverte. Pourtant rien n’est encore perdu d’avance. La droite a comme seule alternative les vieilles recettes néolibérales, comme privatisations, suppression des acquis sociaux, baisses des revenus au profit de leur clientèle ! Les exemples de Macri en Argentine et de Temer au Brésil le démontrent au mieux et ils le savent très bien. Pourtant, à la différence du Brésil et de l’Argentine, la droite réactionnaire sait, qu’au Venezuela existent un mouvement de masse forte et qu’une victoire temporaire dans les urnes ne résoudra pas leurs problèmes. Pour ça, ils préparent déjà l’écrasement violent du mouvement populaire bolivarien par une vague de terreur blanche…

Sans une remobilisation révolutionnaire du peuple. Sans l’implication du peuple dans la lutte contre la spéculation, l’accaparement des aliments, le contrôle des importations et de la distribution, aucune amélioration ne sera possible. La direction du PSUV n’aura le choix qu’ entre cette voie ou la capitulation politique. « dei Lenk » sera solidaire du peuple vénézuélien dans sa lutte et soutiendra chaque initiative

d’approfondissement de la révolution au Venezuela.

Eine Herausforderung an die Gewerkschafter

Unser Kongress in diesem Januar wird in einem für die Gewerkschaft schwierigen Kontext stattfinden. Die Liberalisierung der europäischen Eisenbahnen im Rahmen des „4ème Paquet ferroviaire“ ist im vollen Gange. Die latenten Krisen in einigen EU-Staaten schaffen einen permanenten Druck für weitere soziale Verschlechterungen.

Durch den Fiskalpakt der EU wurde de facto die Austeritäts- und Sozialabbaupolitik in den nationalen Budgets festgeschrieben und mit dem TTIP-„Freihandelsabkommen“ droht die Vorherrschaft der Wirtschaftskonzerne über die „Politik“ endgültig zementiert zu werden.

Die Weichen sind also gestellt damit der Zug zukünftig nur in eine einzige Richtung, d.h. in die falsche Richtung, weiterfahren kann. Für immer mehr Menschen ist es aber nicht mehr akzeptabel dieser Dynamik tatenlos zuzusehen. Dieser Entwicklung muss bewusst entgegen gesteuert werden und dies in einer anderen Qualität als es bisher geschah!

Wenn einem die Decke erst auf den Kopf gefallen ist, dann ist es für strategische Überlegungen meist zu spät. Der jetzt bevorstehende Kongress der FNCTTFEL ist darum eine gute Gelegenheit um eine breite und offenen Diskussion über das zukünftige Vorgehen unserer Gewerkschaft zu beginnen.

Die letzten Jahrzehnte waren weltweit geprägt durch allgemeine soziale Rückschritte. Parallel zum rasanten technologischen

Fortschritt, bedingt durch die Mikroelektronik, ist der soziale Fortschritt auch in den entwickeltesten Industriestaaten klar rückläufig.

Dank dem „Finanzplatz“ dauerten die sogenannten „trente glorieuses“ in Luxemburg zwar noch 30 Jahre länger als bei unseren Nachbarn, der Trend ist aber auch bei uns unübersehbar. Eingebettet in den Budgetvorgaben der EU, mit 7% Arbeitslosigkeit und laufend neuen Kürzungen bei den sozialen Errungenschaften, kann es darüber keinen Zweifel mehr geben.

Wie der Neoliberalismus in Fahrt kam?

Eine ungleiche Verteilung des Reichtums ist eine „natürliche Eigenart“ der kapitalistischen Gesellschaft. Das Patronat als Eigentümer der Produktionsmittel, zahlt seinen Angestellten immer nur einen kleineren Teil des von ihnen erwirtschafteten Profits. Auf Dauer bewirkt dieser ungleiche Tausch das Entstehen von „Großkapital“, was wiederum die Schaffung einer Großindustrie ermöglichte.

Das angehäufte Kapital im Besitz der Bourgeoisie, wurde jahrzehntelang mehrheitlich wieder in neue Produktionsanlagen investiert. Damit wuchsen mit dem Privatbesitz der Kapitalisten auch die industriellen Arbeitsplätzen und indirekt auch die „Arbeiter- und Gewerkschaftsbewegung“. Der Konsum der Lohnbezieher wurde letztlich zum wichtigsten Antriebsfaktor der Wirtschaft.

Dieses als « Fordismus » bezeichnete Wirtschaftsmodell funktionierte bis weit in die 70er Jahre. Folgende Faktoren haben dann den Übergang in eine andere Epoche bewirkt:

1) Die anhaltende ungleiche Anhäufung von Geld durch die Kapitalbesitzer, hat auf Dauer zu einer derartigen Konzentration von wirtschaftlicher und finanzieller Macht geführt dass im Verhältnis dazu die Macht der Staaten abnahm und die gesellschaftlichen Kräfteverhältnisse kippten. Früher gab es Millionäre, heute gibt es Multimilliardäre und Konzerne

deren Vermögen die Budgets von einzelnen Staaten übersteigen(!).

2) Die „dritte technologische Revolution“, d.h. die Erfindung der Mikroelektronik hat ermöglicht dass eine Steigerung der Produktion auch ohne Wachstum von Lohnarbeitern machbar ist. Die Konsequenz davon war das Aufkommen von Massenarbeitslosigkeit in allen Industriestaaten.

3) Der dritte Grund ist auf politischer Ebene zu suchen. Das ist vor allem die in den Zeiten der Hochkonjunktur fast vollständig erfolgte Integration der politischen „Linken“ in die Logik des bestehenden Systems und andererseits die fortschreitende Bürokratisierung der nichtkapitalistischen Ostblockländer, die letztendlich zu einer Restauration der Klassengesellschaft über die Staatsparteien führte. Die scheinbare gesellschaftliche „Alternativlosigkeit“ begünstigte den Durchmarsch der Neoliberalen ungemein. Der Mangel eines eigenen Projektes sowie das Scheitern konkreter Forderungen (wie der Kampf um die 35-Stundenwoche) ermöglichten diesen Rückschritt.

Der politische Umschwung der 80er Jahre.

Die politischen Niederlagen der Gewerkschaftsbewegung vollzogen sich in Etappen ab den 80er Jahren. Hervorstehende Ereignisse dabei waren der sogenannte „tournant de la rigueur“ 1982 unter Mitterand in Frankreich; die Niederlagen in Italien (Fiat 1981) und England (Bergarbeiter 1984), markierten die Wende. In Deutschland können die Jahre der Kohlregierung sowie die „Hartz IV-“ und „Riesterreformen“ unter Schröder, als Wendepunkt betrachtet werden.

Die schrittweise Durchsetzung eines europäischen Zentralstaates auf neoliberaler Grundlage und Ausrichtung kann ebenfalls als Niederlage gewertet werden. Für Luxemburg war der etappenweise Abbau der Stahlindustrie wohl der entscheidende Faktor.

Zur jetzigen Lage.

Die letzten 30 Jahre sind nicht ohne negative Auswirkungen auf das Bewusstsein der Leute geblieben. Ein tiefgehender Pessimismus ist vorherrschend. Die defensive Haltung der europäischen Gewerkschaften, die in all den Jahren leider zu keiner erfolgreichen offensiven Gegenwehr fähig waren, hat zu einem realen Vertrauensverlust, vor allem bei der Jugend geführt.

Wir müssen uns darum die Frage stellen, ob verstärkte europaweite Kampagnen und Kampfaktionen nicht bitter notwendig gewesen wären? Der belgische Generalstreik vom 15. Dezember, der Kampf gegen die Präkarisierung des Arbeitsrechts in Italien, aber auch die deutschen und französischen Pilotenstreiks gegen Lohn- und Pensionsverschlechterungen und nicht zuletzt der Streik der deutschen GDL Lokführer, hat bewiesen dass noch immer Widerstandspotential vorhanden ist.

Was will das europäische Patronat?

Eigentlich stehen wir erst am Beginn einer Entwicklung die durch die Dynamik des Konkurrenz- und Verdrängungswettbewerbs unvermindert weiter getrieben wird. Über die Zielsetzung der „Unternehmerklasse“ kann derweil kein Zweifel bestehen. Es geht schlicht und ergreifend darum alle fundamentalen sozialen Errungenschaften des 20. Jahrhunderts nach und nach auszuhöhlen und schrittweise abzuschaffen.

Dieser Prozess ist in einigen Teilen Europas schon weit fortgeschritten. Im Namen der „Kompetitivität“ im internationalen Konkurrenzkampf, sollen die Sozialversicherungen, das Arbeitsrecht, die Gesundheitsversorgung, das Rentensystem und die formale Steuergerechtigkeit, nach und nach demontiert werden. Der öffentliche Dienst soll zuerst liberalisiert und dann privatisiert werden.

Die Widersprüche des Systems produzieren andauernd neue

künstliche „Krisen“ deren Folgen auf die Lohnabhängigen und die schwächeren Staaten abgewälzt werden und als Rechtfertigung dienen den neoliberalen Umbau der Gesellschaft noch weiter voranzutreiben.

Am Ende der Entwicklung stünde dann eine knallharte festgefügte Klassengesellschaft, eine tiefe Spaltung zwischen einer reichen aber mächtigen Minderheit, eines schwindenden Mittelstandes und einer verarmten Mehrheit. Ein Blick auf die alte Industriestadt Detroit im US-Staat Michigan, kann einem eine Idee davon geben wie es dann in Europa aussehen würde.

Ein anderer Weg ist möglich

Das ist natürlich immer leichter gesagt als getan. Ich bin trotzdem der Meinung dass wenn der Wille besteht, auch ein Weg gefunden werden kann. Wenn die Gewerkschaften sich behaupten wollen, müssen sie sich meiner Meinung nach an folgenden Grundsätzen orientieren.

– Eine grundsätzliche Ablehnung der „Kompetitivitätslogik“. Eine Verinnerlichung dieser Denkweise oder auch Konzessionen an sie, bedeutet für die Gewerkschaften eine prinzipielle Unterwerfung unter der Logik des Neoliberalismus. Auf Dauer bedeutet dies den Untergang der Gewerkschaften. Für uns können immer nur soziale Kriterien zählen, niemals Funktionsmechanismen des Konkurrenz- und Verdrängungswettbewerbs.

– Zugeständnisse an diese Logik führen zu nichts. Es fehlt an vielem, aber sicher nicht am Geld. Seit dem Krisenjahr 2008, hat sich die Zahl der Dollar-Milliardäre weltweit verdoppelt und sie liegt derzeit bei 1645! Dem gegenüber wuchs in Musterstaaten wie Deutschland der Armutssektor der Bevölkerung auf mehr als 10 Millionen (Leiharbeiter, Hartz IV, Mini- und 1 € Jobber, etc.). Dem Kampf um Steuergerechtigkeit kommt hierbei erneut eine zentrale Bedeutung zu. Die „Luxleaks“-Journalisten haben bisher allerdings mehr zur Offenlegung des

Steuerbetrugs des Patronats beigetragen als die europäischen Gewerkschaften.

– Die europäischen Gewerkschaften müssen verstärkt konkret solidarisch handeln. Die heraufziehenden politischen Krisen in Griechenland und Spanien bieten eine gute Gelegenheit um die EU Austeritätspolitik in Frage zu stellen und für eine fundamentale Umorientierung des „Maastricht Europas“ einzutreten. Es wird Zeit, dass die Gewerkschaften auf nationalem wie europäischem Niveau Initiativen hinsichtlich einer „sozialpolitischen Wende“ in Europa ergreifen.

Streik am Luxemburger Himmel?

Die Luxair-Führung weiß, was sie will. Ihre Forderungen bei den laufenden Kollektivvertragsverhandlungen tragen unverkennbar die Züge einer neoliberalen Handschrift. Die Luxair-Führung scheint fest entschlossen diesmal ihrer Belegschaft eine einschneidende Niederlage beizufügen.

Das 13. Monatsgehalt, also die Gratifikation, soll abgeschafft, die Anfangsgehälter sollen massiv gekürzt, und das durchschnittliche Regelgehalt würde real vermindert werden. Eine Senkung der Lohnkosten (von mehr als 7,5 Millionen Euro) ist erklärtes Ziel der Betriebsleitung…

Mit diesem Kollektivvertrag soll unverkennbar ein Bruch mit der vorherigen Praxis vollzogen werden. Die Zeiten der kleinen Verbesserungen hinter dem Komma und den rosaroten Nullrunden des „Luxemburger Modells“ scheinen wohl endgültig der Vergangenheit anzugehören.

In einem Spitzensektor der luxemburgischen Wirtschaft wird jetzt in aller Deutlichkeit die Axt an das Lohneinkommen

gelegt. Wenn diese Pläne durchgehen, wird das unvermeidlich eine Modell- und Signalwirkung auf alle anderen Bereiche der Wirtschaft haben, und oder vor allem auch auf den Bankensektor und den öffentlichen Dienst.

Die Gewerkschaftsmitglieder und ihre Mandatsträger täten gut daran, sich dem exemplarischen Charakter dieses Konfliktes bewusst zu werden. Dieser Fall sprengt klar den Rahmen des betreffenden Betriebes, unsere Solidarität in Wort und Tat sollte es ebenfalls tun.

Zuerst die Luxair, und dann?

Der Einheitsfront der Gewerkschaften bei der Luxair kommt nun eine groβe Verantwortung zu. Die Verbände auf nationalem Niveau müssen entsprechend der Dimension dieser Attacke reagieren und sich der Verantwortung für ihre Mitglieder bewusst werden. Jetzt ist es wo es darauf ankommt. Es wäre zu wünschen, dass sie den Luxair Managern eine Lektion erteilen die sie so bald nicht vergessen werden.

Bei unseren französischen Nachbarn versucht die Air France/KLM-Direktion gerade Teile ihrer Piloten und des Flugpersonals auf ihre hauseigene Billigfluglinie zu versetzen. Natürlich zu einem „Billiglohntarif“. Nach dem Verlust von täglich mehreren Millionen Euros und nach bisher 12 Tagen Streik der Piloten, ist die Direktion dabei „weiche Beine“ zu bekommen.

Und das ist auch gut so. Parallel dazu fordert der Medef (der französische Unternehmerverband) nun die Abschaffung von zwei bezahlten Feiertagen, des französischen 35-Stunden Modells und Einschränkungen des Mindestlohns… Da sei die Frage erlaubt, warum die Leute sich das bieten lassen. Nach einem verregneten Sommer liegt es an ihnen ob wir Anrecht auf einen „heissen Oktober“ haben.

TTPI verhindern!

Im Zuge des Abhörskandals von Angela Merkel wurde wiederholt mit dem Abbruch der Verhandlungen zum Freihandelsabkommen TTIP (Transatlantic Trade Investment Partnership) zwischen den USA und der EU gedroht. Schön wärs! Wir glauben aber nicht so recht daran, denn sowohl für die europäischen wie die US-Monopolkapitalisten geht es dabei um saftige Profite. Da es schon seit längerem keine traditionellen Schutzzölle mehr gibt, geht es dabei vor allem um den Abbau von noch bestehenden « legislativen Beschränkungen » für den « freien Waren und Dienstleistungsverkehr ». Im Klartext geht es dabei in erster Linie um allerlei Umweltschutzbestimmungen, Regulierungen die derzeit den Verbraucher noch gegen OGM Produkte, den Gebrauch von Pestiziden in der Landwirtschaft und Giften in Kunststoffen schützen und die jetzt noch obligatorisch auf der Verpackung verzeichnet werden müssen. Alle diese legislativen Reglementierungen werden von den Multis als « Wettbewerbsverzerrung », « Unlauterer Wettbewerb » und » Protektionismus » bezeichnet und sollen nun definitiv abgeschafft werden. Wenn sich die Öffentlichkeit nicht bald rührt und sich dagegen in Bewegung setzt, dann droht unseren Parlamenten ein Maulkorb in Form eines Völkerrechtlich verbindlichen Abkommens das die kühnsten Alpträume in den Schatten stellen wird.